Quel budget pour quelle Europe après 2020 ? La définition de l'avenir de l'Union commence aujourd'hui

Mercredi 5 juillet 2017

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

L'actuelle programmation budgétaire de l'Union européenne – le Cadre Financier Pluriannuel – court jusqu'en 2020. La préparation pour la programmation budgétaire de l'après 2020 a démarré. La Commission européenne a présenté ses réflexions sur l'avenir du financement de l'Union et ouvert le débat aujourd'hui en plénière du Parlement.

À travers le budget, c'est l'orientation sur le futur de l'Union européenne qui est posée. Quelle Europe voulons-nous ? Une Europe ambitieuse, qui puisse à la fois maintenir les aides régionales, une politique agricole, Erasmus et la recherche, et à la fois ouvrir le chantier des frontières européennes et de la défense ? Ou au contraire, une Union rabougrie, condamnée à sacrifier ses programmes ? Pour le moment, nous naviguons à vue !

Les questions démocratiques sont également nombreuses : le lien de la durée du futur CFP avec les mandatures européennes ; la flexibilité budgétaire, qui a tant manqué depuis 2014 ; la lisibilité du budget et son accessibilité par les citoyens ; l'unité budgétaire mise à mal par la multiplication des fonds de garantie hors du contrôle du Parlement ; et bien sûr le cœur du réacteur, à savoir les recettes de l'Union et l'introduction de vraies ressources propres.

Entre pénurie et rigidité budgétaire, coupes au gré des urgences, et crise des paiements chroniques, le sous-dimensionnement budgétaire a participé du discrédit de l'Europe au regard des citoyens. Les États ne peuvent pas demander toujours plus à l'Europe tout en réduisant ses moyens : penser pouvoir faire plus avec moins est une équation impossible ! De nouvelles priorités ne peuvent s'ajouter à celles déjà existantes sans qu'aucune ressource supplémentaire ne soit attribuée à l'UE. Notre futur devra reposer sur trois piliers : la solidarité pour nos citoyens et nos territoires, une puissance économique orientée vers le développement durable qui nous confèrera autonomie énergétique et alimentaire, et la sécurité pour la paix à laquelle devra s'ajouter la sécurité pour garantir à chacun la protection sanitaire et sociale.

Le Parlement s'exprimera sur le document de réflexion dans une résolution dans le dernier semestre de l'année. Isabelle Thomas et Jan Olbrycht (PPE, PL) préparent également, pour le début 2018, un rapport d'initiative pour donner la vision du Parlement pour le CFP après 2020.

[embed]<http://www.deputes-socialistes.eu/quel-budget-pour-quelle-europe-apres-2020-la-definition-de-lavenir-de-lunion-commence-aujourd'hui/>[/embed]